Les fêtes politiques de la Deuxième République en Alsace (1848-1852)

Political celebrations during the second Republic

Politische Feiertage der Zweiten Republik

François Igersheim

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2375>

DOI : 10.4000/alsace.2375

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2015

Pagination : 225-257

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

François Igersheim, « Les fêtes politiques de la Deuxième République en Alsace (1848-1852) », *Revue d'Alsace* [En ligne], 141 | 2015, mis en ligne le 01 octobre 2018, consulté le 10 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/2375> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.2375>

Les fêtes politiques de la Deuxième République en Alsace (1848-1852)

Introduction

Dès le samedi 26 février [1848], rapporte le sous-préfet d'Altkirch, « une foule d'hommes sont allés planter un arbre de la liberté sur la place de la Halle aux Blés, en accompagnant cette démonstration du chant de la Marseillaise [...] Cette course à travers les rues de la ville, a eu lieu musique et drapeau en tête. Une douzaine ou quinzaine de gardes nationaux, non armés et en bonnet de police ont fait partie du cortège¹ ». Cette « fête spontanée ressemble aux centaines de fêtes avec plantations d'arbres qui ont eu lieu en France au même moment. À ceci près qu'elle précède d'un jour le soulèvement qui sera condamné dans les termes les plus vifs par les nouvelles autorités républicaines : « de déplorables désordres ne souilleront pas l'ère d'émancipation dans laquelle la France vient de rentrer si magnifiquement. N'oubliez pas que la solidarité est la base de toute société fraternelle² ». Un grand nombre d'émeutes populaires de la fin février 1848 sont ainsi composées de cortèges précédées du drapeau tricolore, quelque fois roulés pour n'arborer que le rouge, et suivis de gardes nationaux de la commune. Mona Ozouf avait déjà posé le problème des liens entre « fête spontanée » et émeute³. La nouvelle de la chute de la Monarchie et de la proclamation de la République provoqua de nombreuses « fêtes spontanées », qu'on distingue mal de l'émeute avec la mobilisation des gardes nationales villageoises, irrégulièrement constituées : drapeau en tête rouge ou tricolore, ou tricolore dont on a roulé le bleu et le blanc, tambour, suivis d'une dizaine de gardes et de la foule des émeutiers. Et que dire des « fêtes sauvages », mi-carnavalesques, mi-émeutières, dont on rencontre la description dans les dossiers d'instruction des procureurs et les procès d'assises ? Maurice Agulhon intégrait les émeutes parisiennes – « fête dans le soulèvement populaire » ou « manifestations populaires des

1. Archives départementales du Haut-Rhin (ADHR), 1 M 84. Le Sous-Préfet Doll au Préfet, le 26/2/1848.

2. *Courrier d'Alsace*, supplément daté du 27/2, paru le 28/2.

3. OZOUF (Mona), *La fête révolutionnaire*, Paris, 1988.

grandes journées » en les distinguant des « fêtes gouvernementales », qui sont toutes des « fêtes politiques⁴ ».

Distinguer « la fête politique de la réunion politique ou « meeting politique »⁵, du banquet en plein air ou des grandes réunions politiques en plein air aux portes des villes, n'a guère de sens pour l'époque. Et comment distinguer la « fête officielle ou gouvernementale » du printemps organisée par les commissions municipales (et leurs candidats « bleus » à la Constituante) tout aussi politiques que les « réunions politiques » de l'année suivante, où ce sont les partis et les listes qui invitent ? Cependant, on note dans ces années où se rode le suffrage universel masculin, avec les modes de communication politique qui lui sont adaptés une nette évolution. Dans cette brève période, où il semble qu'on ne finit pas de faire la fête, où l'historien est frappé du caractère très conflictuel, tendu, angoissé du contexte politique et social, chaque séquence voit une forme particulière de fête l'emporter : la fête-émeute, vite réprimée, la fête de l'Union ou de la réconciliation, dans la République et dans la Nation, recouverte dans l'avalanche du suffrage bonapartiste avec ses diverses composantes, d'où surnagent la légende napoléonienne et le souvenir glorieux de la Grande Armée dans une région traditionnellement pourvoyeuse de soldats, utilisés par un appareil d'État, furieusement attelé à réprimer une mobilisation populaire autour des grandes réunions politiques de l'année 1849, pour une République démocratique et sociale, majoritaire mais non unanime et qui marque durablement la culture politique des contrées ouvrières et des villes alsaciennes. Trompettes et tambours couvrent ces voix : à la fête populaire succède la fête militaire. Pas moins populaire ? Nous parcourons donc cette Deuxième République alsacienne en nous attachant à décrire ses fêtes, dans leur organisation et leur message.

Le printemps 1848

Arbres de la liberté, arbres de l'émeute

Le 22 février 1848, l'opposition strasbourgeoise défile devant les maisons des députés gouvernementaux qui avaient voté l'interdiction des banquets et leur réserve « un charivari » : un cordon de police repousse les manifestants. À Paris, l'interdiction entraîne la chute du régime. Chacune

4. AGULHON (Maurice), « Fêtes spontanées et fêtes organisées à Paris en 1848 », in EHRARD (Jean) et VIALLANEIX (Paul), *Les Fêtes de la Révolution (colloque de Clermont-Ferrand, juin 1974)*, Paris, 1977, p. 243-271.

5. L'appellation « meeting » date de la fin du XIX^e siècle. COSSARD (Paula), *Le meeting politique, de la délibération à la manifestation (1868-1939)*, Rennes, 2010.

des « journées révolutionnaires » d'avant le télégraphe électrique pose, en province, la question de la date où sont connus les événements de Paris. La nouvelle de la proclamation de la République survenue à Paris le 24 février, parvient à Colmar le samedi 26 février dans la matinée. Elle a été connue quelques heures plus tôt à Altkirch et Mulhouse.

Apparemment la mémoire des événements de la Révolution est encore vivante⁶. Dans le sillage des grandes histoires de la Révolution et de l'Empire, parues dans les années 1840, Louis-Henri Engelhardt a publié en 1846 et 1847, l'histoire de la Révolution et de l'Empire en Alsace, en deux tomes allemands de la *Vaterländische Geschichte des Elsasses* de Strobel. Et en 1847, la Société littéraire de Colmar a consacré quelques soirées à évoquer les événements de la Révolution à Colmar, exposés par l'archiviste Mossmann à partir des archives du Club des Jacobins⁷. Mais il est possible que la « journée d'Altkirch » du 26 février⁸ et sa mise en scène doivent surtout à la culture politique ouvrière du grand chantier de la Compagnie de l'Est installé à Altkirch pour la construction du Paris-Mulhouse. Son ingénieur en chef, Kauffmann, se défendra d'avoir été l'instigateur de l'émeute⁹. Les chefs de l'émeute assurent le sous-préfet de leurs intentions pacifiques. La ville d'Altkirch ne conservera pas le souvenir de cette plantation ou plutôt la rayer de son histoire, puisqu'au mois de mai, elle procède à une nouvelle plantation¹⁰. Le lendemain 27,

6. Les cérémonies de plantations d'arbres de la liberté s'étaient propagées en France suivant l'exemple de la France du Sud-Ouest. OZOUF (Mona), *La Fête Révolutionnaire*, Paris, 1976, p. 285-295. BOEHLER (Jean-Michel), article « arbre de la liberté », in *Dictionnaire Historique des Institutions de l'Alsace*, Strasbourg, 2010. À partir de 1790, elles se répandent en Rhénanie, dans la république de Mayence. DOTZENRODT (Otilie), "Republikanische Feste im Rheinland während der Französischen Revolution", DÜDING (Dieter), FRIEDEMANN (Peter), MÜNCH (Paul), *Öffentliche Festkultur, Politische Feste in Deutschland von der Aufklärung bis zum ersten Weltkrieg*, Hambourg, 1988. Ultérieurement, les plantations, moins spontanées, se déroulent selon les instructions gouvernementales. À la suite du décret du 4 pluviôse an II, les fêtes édictées par la Convention comprennent une halte auprès de l'arbre de la liberté. Voir Jacobins de Colmar. Séance du 6 pluviôse an II (25 janvier 1794). LEUILLOT (Paul), *Les Jacobins de Colmar, Procès-Verbaux*, Paris, 1923, p. 94.

7. Bibliothèque municipale de Colmar. Société Littéraire, Manuscrits 884, III A-B.

8. Pour Goutzwiller, cette « journée » commence le 25 au soir, et l'instigateur en était « un avocat stagiaire professant des idées radicales, rêvant la régénération de la société par l'abolition de la gendarmerie... ». GOUTZWILLER (Charles), *Souvenirs d'Alsace, portraits, paysages*, Belfort, 1898, p. 185.

9. ADHR, 1 M 84. Le sous-préfet d'Altkirch au préfet le 26 février 1848. Le préfet Bret de Colmar quitte ses fonctions dans l'après-midi du 28 février.

10. L'ancien secrétaire général de la Ville de Colmar Goutzwiller, n'a pas gardé un souvenir impérissable de la « plantation officielle » : « Quelques semaines après la révolution de février, le clergé vint bénir l'arbre de la liberté que l'administration municipale venait de faire planer sur la place de la Halle. Cet arbre était un peuplier transplanté en pleine sève dans un terrain peu propice. Au bout de deux ans, il périt et ne fut point remplacé. » GOUTZWILLER (Charles), *op. cit.* p. 187-188.

après la proclamation de la République, se déroule la plantation d'un arbre de la liberté à Belfort¹¹. Proclamée à l'Hôtel de Ville le dimanche 27, la République est fêtée le 1^{er} mars à Mulhouse, en présence du député-maire revenu de Paris, Émile Dollfus. On y plante également un arbre de la liberté, place du Nouveau Quartier¹². On en plantera un second lors de la Fête du Bicentenaire. On n'a pas de témoignage de fêtes avec plantation si précoces pour le Bas-Rhin. Les commentaires des témoins sont un peu hésitants, tant les autorités se méfient des suites de ces cérémonies révolutionnaires. « On m'a promis la tranquillité » assure le sous-préfet d'Altkirch ; « tout est calme » signale le sous-préfet de Belfort. Le régime républicain [qui a été celui de Mulhouse avant 1798] n'est pas un régime d'anarchie et de désordre assure l'*Industriel* mulhousien, qui espère convaincre les ouvriers, tout en se dépêchant d'armer la garde nationale et de courir à Ensisheim, rendre leur liberté aux émeutiers condamnés de l'émeute des Boulangers de juillet 1847. Il n'y eut pas de plantation d'arbre à Thann où une faillite spectaculaire a précipité plusieurs centaines d'ouvriers au chômage. « La classe ouvrière est en grand émoi, elle en veut aux octrois, aux huissiers, aux forestiers », écrit le fabricant Charles Kestner, commissaire cantonal provisoire qui a reconstitué à la hâte la garde nationale et fait interdire « tout cortège de carnaval, de promenades de conscrits, de masques, de bals et généralement de toutes les réjouissances violentes...¹³ ».

Promesses des industriels de maintien du salaire en cas de chômage technique, prolongement des ateliers municipaux de charité à Mulhouse et dans de nombreuses villes d'Alsace, ordre aux garde-forestiers de quitter leurs maisons : on s'efforce de contenir les tensions... Mais dans un certain nombre de cantons du Bas- et du Haut-Rhin, les sous-préfets et maires étaient en train de procéder aux tournées de révisions, accompagnées traditionnellement des libations surabondantes absorbées par des conscrits ravis d'avoir tiré un bon numéro ou se consolant de la longue absence de sept ans que leur impose le mauvais tirage. Et le mardi de carnaval tombait le 7 mars 1848 : le Sundgau partage avec nombre de villages de la Suisse alémanique et de la Forêt Noire les coutumes d'un carnaval violent, avec leurs « hommes sauvages », masques effrayants, blouses de drap blanc, robes de femmes. L'anonymat du masque et de la blouse peut inciter aux excès en bande : ils sont interdits. Mais des bandes rassemblant parfois plusieurs centaines d'hommes, à la suite de « capitaines » ou de « rois » aux déguisements divers et d'« hommes sauvages », parcourent les forêts du sud de l'Alsace et s'en prennent aux villages. Enfin, il faudrait relever dans chacune des villes concernées les jours de marché, où s'affrontent

11. ADHR, 1 M 84. Le sous-préfet Tinel de Belfort au préfet le 28 février.

12. *Industriel Alsacien* le 2 mars 1848.

13. ADHR, 1 M 84. Charles Kestner au Commissaire spécial du gouvernement le 3/3/1848.

les paysans des villages qui veulent vendre au plus haut et les ménagères qui hurlent aux affameurs et pillent les étals. Dès le dimanche 27 février se produisent les émeutes les plus graves dans plus d'une centaine de communes alsaciennes¹⁴. Nous en avons fait un récit dans notre « *Bas-Rhin politique* »¹⁵.

Les commémorations des morts de février : la première des fêtes officielles

Dès le 2 mars 1848, le gouvernement provisoire décrète la tenue de fêtes de commémoration des morts de la Révolution parisienne du 24 février. Dans la plupart des communes alsaciennes, ces fêtes prises en charge par le maire et le curé coïncident avec la cérémonie de la proclamation de la République, le plus souvent au balcon des mairies et par affichage. Les fêtes républicaines prennent un tour d'exorcisme. Tous les discours reprennent l'incantation : union, concorde, fraternité. Les processions s'organisent autour du catafalque de la commune : c'est l'ancien régime que l'on porte en terre, le nouveau que l'on veut fonder ensemble, quelles que soient les arrière-pensées. Les cérémonies se tiennent le 1^{er} mars à Bouxwiller, le 5 mars à Haguenau, Saverne, Bischwiller, Barr, Molsheim. Le déroulement est partout le même : défilé de gardes nationaux, de pompiers, des enfants des écoles. Il y a un discours du maire, des allocutions des ministres du culte. Et enfin, le plus souvent elles se terminent par un banquet, financé par la commune, comme il se doit pour clore des obsèques.

Le *Courrier du Bas-Rhin* regroupe les comptes-rendus sur les fêtes commémoratives de la République, célébrées dans les villes, en faisceau le 9 mars¹⁶, trois jours avant de publier son compte-rendu sur les soulèvements populaires du Sundgau : la coïncidence n'est évidemment pas fortuite¹⁷. L'on fustige « les mauvaises passions qui prennent le masque de républicanisme ». C'est pour la fête de Wissembourg, tenue le 21 mars, que l'on signale que le cortège s'est rendu à l'arbre de la liberté planté sous la première révolution et qui a été redécoré pour la circonstance. Mais là encore, spécificité alsacienne : la ville est remplie de voisins du Palatinat.

14. Dans une soixantaine de communes se produisent des émeutes antijuives avec la destruction de plusieurs centaines de maisons. L'historiographie française a relativisé l'ampleur de l'explosion ; l'historiographie de langue allemande, qui replace les émeutes antijuives d'Alsace de 1848 dans l'ensemble européen et plus spécifiquement rhénan, ne pouvait pas manquer d'être frappée par leur ampleur.

15. IGRSHEIM (François), *Politique et administration dans le Bas-Rhin 1848-1870*, Strasbourg, PUS, 1993, p. 71-88. Cité par la suite *Bas-Rhin politique*.

16. *Archives Israélites* le 3 mars 1848.

17. Le *Courrier du Bas-Rhin* du 9 mars 1848 : « Nous avons craint que la divulgation de ces tristes événements ne surexcitent sur d'autres points du département le mécontentement du peuple et n'y propagent l'esprit de désordre et de réaction. » IGRSHEIM (François), *Bas-Rhin, politique*.

Mais les Alsaciens n'avaient-ils pas participé eux aussi aux fêtes du Palatinat, en premier lieu la grande fête de Hambach de 1832¹⁸ ? Exorcisme encore, car Wissembourg figure dans la liste des villes alsaciennes, où l'on manifesterait violemment pour obtenir l'expulsion des « ouvriers étrangers », principalement allemands.

Les arbres de la concorde et la paix sur la forêt

Les journées révolutionnaires dans les villages ont été marquées par la ruée sur les forêts, pour couper du bois de chauffage, et du bois d'œuvre à revendre, des genêts pour le fourrage et les litières, des feuilles mortes pour les engrais. Il y a eu affrontement entre gardes et bûcherons, entraînant mort d'homme. À partir du 20 mars, les fêtes se structurent autour de la plantation d'un arbre de la liberté. Diemeringen donne le signal. Visiblement, la plantation a pour but de marquer la paix autour de la forêt. L'arbre a été cherché dans la forêt, en compagnie du garde-général des forêts, il est amené devant l'église, où il est planté au son des cloches. Le maire fait un discours, puis on distribue des gâteaux aux enfants des écoles. Le 8 avril, à la plantation de l'arbre de la liberté à Villé, chef-lieu d'un canton où l'armée vient de réprimer les déprédations forestières, le curé (rouge) Weinling en appelle au travail dans le respect de l'ordre et de la propriété, tout en célébrant l'égalité politique instaurée par le nouveau régime¹⁹.

La grande fête de l'union à Strasbourg

Mais la grande fête politique est celle de Strasbourg du 16 avril. Pour célébrer l'unité du peuple et de l'armée, que les commissions départementales et municipales du Bas-Rhin et de Strasbourg avaient décidé d'organiser une grande fête républicaine le dimanche 16 avril 1848 (qui est aussi le dimanche des Rameaux). Elle prend un autre tour à présent qu'elle se déroule après les opérations des colonnes mobiles de répression, en divers points du département. Le *Courrier du Bas-Rhin* avait clairement annoncé son caractère expiatoire le 8 avril : « nous avons vu avec douleur le lendemain de la Révolution de février quelques communes de l'Alsace devenir le théâtre d'excès déplorables²⁰ ». Mais à quelques jours des élections à la Constituante – les élections ont lieu le dimanche de Pâques 23 avril – il y avait quelque intérêt pour les autorités en place, et dont les principaux dirigeants sont aussi candidats, à présider une fête qui consacrait

18. FORSTER (Cornelia), « Das Hambacher Fest 1832, Volksfest und Nationalfeste einer oppositioneller Massenbewegung », in DÜDING (Dieter), FRIEDEMANN (Peter), MÜNCH (Paul), *op. cit.*

19. ETTWILLER (Éric), « Jacques Weinling (1795-1868), enfant de Pfettisheim, curé de Villé », *Kocherschbari*, hiver 2013, n°68, p. 67-81, p. 72-74 (reproduction du discours in extenso).

20. *Courrier du Bas-Rhin*, 8 avril 1848.

leur pouvoir. Pour l'ordonnancement de la fête, les Strasbourgeois avaient quelque expérience. Le commissaire de la République Liechtenberger, candidat à la Constituante, n'avait-il pas été vice-président du comité d'organisation de la grande fête de Gutenberg les 24, 25 et 26 juin 1840, qui constitue une référence pour toutes ces fêtes urbaines ?

Le jour des Rameaux, le printemps des peuples

Dimanche le 16 avril, relate le quotidien modéré de Strasbourg, le *Courrier du Bas-Rhin* :

Dès 6 heures du matin, dans une ville pavoisée, les cloches sonnent à toute volée. À dix heures du matin, les tambours de la garde nationale battent le rappel, et les unités de la garde nationale prennent place aux emplacements qui leur sont réservés. Vers onze heures les corps de la garnison, précédés par leurs musiques, les rejoignent. Bientôt c'est le tour des enfants des écoles, des députations d'ouvriers, des sociétés démocratiques, des délégués des différentes communes du département. Tout le monde chante, crie : Vive la République !

Mais Strasbourg et l'Alsace frontalières accueillent de nombreux réfugiés victimes des répressions nationales à l'est de l'Europe. Voilà qui marque fortement le déroulement de l'histoire de la Deuxième République en Alsace. Bientôt une énorme acclamation remplit toute la place, poursuit le journaliste :

C'était l'aigle blanc de la Légion polonaise qui apparaissait à l'entrée du Broglie, c'était le drapeau de l'insurrection de 1831 qui venait escorté par cinq cent enfants de cette antique Pologne, la sœur la plus chère de la France, la sœur la plus fidèle dans l'adversité, son inséparable compagne dans ses gloires comme dans ses revers.

À midi, les membres des commissions départementales et municipales provisoires, également candidats, accueillent sur le perron les arbres en caisses à planter et s'adressent à la foule. Le commissaire Liechtenberger exalte la République française « avant-garde de l'affranchissement des nations », le suffrage universel « instrument de réformes et de progrès ».

Mais en mars le Préparlement de Francfort s'est déjà fait l'écho des réclamations des « gallophages » allemands sur l'Alsace et la Lorraine. Et à Constance, les républicains Hecker et Struve, minoritaires du Préparlement, ont provoqué le 13 avril le premier soulèvement ou « levée de boucliers » badois. Liechtenberger rappelle : « Citoyens de l'Alsace, dans cette année [...] s'accomplit le deuxième siècle depuis que notre pays a été appelé au sein de la grande famille française ». À la suite du commissaire départemental, le général commandant la division militaire de Strasbourg prête serment. S'en suivent les allocutions des dignitaires des cultes reconnus, M^{gr} Raess, le président du Consistoire réformé le pasteur Maeder.

Après la plantation des arbres devant l'Hôtel de ville²¹, le cortège se forme, précédé par l'escadron de cavalerie de la garde nationale à cheval, par la rue de la Mésange, la place Kléber, le Vieux Marché aux Poissons, le pont du Corbeau, la rue d'Austerlitz, la rue des Orphelins, la Krutenau et le pont des Pêcheurs, se déroulant sur une longueur de plus de deux kilomètres, et composé de dix mille personnes. Il se rend à l'allée des Tilleuls et à la pelouse de l'Orangerie. Il est rejoint au pont Saint-Guillaume par une colonne de deux cent citoyens allemands « qui portaient la bannière nationale allemande noir, sang et or, le drapeau qui avait flotté à Hambach en 1832 et qui depuis ce temps avait été caché à Strasbourg ».

C'est devant l'Orangerie (pavillon Joséphine) que l'on plante les arbres, en triangle sur la pelouse. Se succèdent à la tribune, le maire Guillaume Lauth, le colonel Steiner, commandant de la garde nationale de Strasbourg, le doyen de la Faculté de théologie protestante, Bruch, au nom de l'Église de la Confession d'Augsbourg, qui vit elle aussi une révolution, et enfin le grand rabbin Aron, qui célèbre « la consécration du principe de l'égalité et de la fraternité [...] des citoyens de toutes les classes, de toutes les religions ». Venu de Paris, le républicain allemand Bornstedt, chef de la légion démocratique allemande qui cherche à renforcer les rangs des corps-francs de Hecker, exprime les souhaits de l'alliance entre la France et l'Allemagne, en une sainte-alliance des peuples, pour le salut de l'Europe, et condition de l'aboutissement de l'unité allemande dans la République. Avec la Pologne et l'Allemagne républicaines, la paix du monde et la prospérité du continent sont assurées », conclut-il.

La fraternisation, un rite essentiel

Les détachements de l'armée et de la garde nationale rompent les rangs et se mêlent pour une heure de fraternisation. La fraternisation est un rite central de ces fêtes. *La Feuille de Thann* décrivant la fête du 7 mai écrit éloquemment : « le moment est venu où des frères et des Français allaient se réunir, se serrer la main et prendre part à la fête nationale²² » et à propos du banquet qui conclut la fête : « riches et pauvres, citoyens de tous rangs et de toutes conditions fraternisèrent confondus ». Simon grave des diplômes en souvenir de cette fraternisation ! Et tout le monde s'en revint en ville, décorés de verdure. La ville est illuminée, des feux d'artifice et de Bengale achèvent de donner aux participants de bons souvenirs. Un peu optimiste, le *Courrier du Bas-Rhin* assure :

Ces fêtes sont la grande et vivante manifestation des principes de liberté d'égalité et de fraternité : elles gravent ces principes dans le cœur de la jeunesse,

21. Ils seront coupés dès le 11 janvier 1852, sur l'ordre du préfet West. Il ordonnera la destruction de tous les arbres de la liberté du département le 30 janvier 1852.

22. *La Feuille de Thann*, 13 mai 1848, cité par *L'Industriel Alsacien* du 15 mai.

elle les font passer dans la vie pratique du citoyen adulte, elles concourent à l'œuvre de consolidation de la République²³.

Plusieurs gravures de Simon illustrent cette fête, montrant la fête place Broglie de Strasbourg et celle de la fraternisation à l'Orangerie.

Les fêtes du Haut-Rhin

Les fêtes haut-rhinoises se tiennent après les élections de Pâques. Ce n'est pas faute de l'avoir tenté, mais les notables modérés qui avaient relativement bien contrôlé le transfert des pouvoirs de la monarchie de Juillet à la République n'arrivent pas à diriger le mouvement électoral comme y parviennent les Strasbourgeois. Devant le tourbillon des candidats issus des assemblées départementales et cantonales, ils n'eurent le temps de penser aux fêtes qu'après les élections.

La fête départementale de Colmar

La fête de Colmar s'organise autour du parcours d'un cortège, soigneusement ordonné et qui doit évidemment beaucoup aux fêtes traditionnelles de la ville. La fête commence à six heures du matin, un horaire adapté à ce monde qui vit avec la lumière du jour, par 21 coups de canon et les sonneries des cloches de la ville. À 10 heures, les tambours de la garde passent dans les rues et battent le rappel. Le cortège se forme dans la rue de Turenne sur deux files, puis gagne la Grand-rue et la rue des Clefs, qu'il parcourt, et par la porte de Rouffach rejoint le Champ de Mars où se trouve l'estrade des officiels²⁴. Les comptes-rendus de presse et un plan de la fête nous donnent l'ordre du cortège : les pompiers à cheval de Colmar ouvrent le défilé ; puis viennent les lanciers et l'artillerie de la garde nationale de Colmar, les écoles primaires, les collégiens, puis l'école normale, la garde nationale et l'infanterie. Derrière une musique, les corps constitués : la cour d'appel et le tribunal, des unités de la garde et de l'armée, puis l'arbre de la liberté en caisse, la commission départementale et les représentants du peuple fraîchement élus, à nouveau des unités de l'armée et de la garde, puis les autorités civiles et militaires de Colmar, les députations des autres villes dont Mulhouse, encore l'armée et la garde, une nouvelle musique, la chorale de jeunes filles de Colmar, les curés, pasteurs et rabbins de la ville, enfin la commission municipale présidée par le maire Chappuis, suivie des clubs : la Société républicaine (professeur d'histoire Jolibois), le Club national (professeur de chimie Kaepelin) puis

23. *Le Courrier du Bas-Rhin*, 17/4/1848.

24. *Plan de la fête dans la rue Turenne donnant sur la Grand-rue (dessin donné par M. Hahn) et Plan de la Fête au Faubourg de Bâle*. Bibliothèque municipale de Colmar, Cabinet des Estampes. Fonds André Waltz. Mes remerciements à M. le conservateur R. Casin. *Freiheitsbaum* du 7 mai 1848 : « Republikanisches Fest zu Colmar ».

Fig. 1 : Fête du 16 avril 1848 - Place Broglie à Strasbourg. Plantation des arbres de la liberté. Gravure de Simon Frédéric-Émile, coauteur Poquet L. <http://www.bnu.fr/videodisque>.

Fig. 2 : Fête célébrée à Strasbourg le 23 octobre 1848 en mémoire du 2^e anniversaire séculaire de la réunion de l'Alsace à la France et pose de la première pierre d'un monument commémoratif. Gravure Frédéric-Émile Simon et Poquet (ill). <http://www.bnu.fr/videodisque>.

les corporations, dans l'ordre, les typographes, les potiers, les bottiers, les marchands, les brasseurs, les bouchers, les boulangers, les pêcheurs, les peintres et tapissiers, les selliers, les charpentiers, les vitriers. Suivent les cultivateurs, jardiniers, vigneron, un char avec l'allégorie du travail, les ouvriers des manufactures, une musique, puis les autres corporations : les coiffeurs, les fabricants de chandelles, les tanneurs, les tailleurs, les maçons et tailleurs de pierre, les serruriers, les chapeliers. À nouveau une musique, la garde nationale, les lanciers et enfin la gendarmerie.

La commission départementale avait voulu la refouler, mais avait dû s'incliner devant les protestations de la garde nationale : une petite escouade de républicains allemands revenus de la rive droite après la déconfiture du corps franc de Hecker a pris place dans le cortège de la Société républicaine derrière leur drapeau noir, sang et or, aux côtés des drapeaux italiens et polonais. Arrivé sur le Champ de Mars, il se forme en grand rectangle autour l'arbre de la liberté et d'une estrade pour les prises de parole. Après les prises de parole, du maire, du général commandant la subdivision, le curé prononce la bénédiction de l'arbre alors que la chorale entonne le « *Salvam Fac Rempublicam* ». Le vieux curé Maimbourg s'adresse à l'assemblée réunie :

Vous êtes presque tous des miens, je vous ai élevés dans la foi chrétienne [...] Je crois avoir fait mon devoir en vous montrant que la liberté, l'égalité et la fraternité, vous la trouverez dans l'évangile. Félicitons-nous, ajoute-t-il, d'être de bons Français et de bons chrétiens. Ô France, chère patrie, pays des Lumières et de la civilisation, le plus beau pays du monde! [...] Que Dieu féconde ton sol, améliore le sort des pauvres qui travaillent dans tes ateliers, bénisse les entreprises de ceux qui t'illustrent par leurs inventions, éclaire les Représentants du peuple qui ont pour mission de rétablir la nation dans ses droits souverains²⁵.

Le pasteur Heintz doyen des pasteurs de Colmar, puis le grand rabbin prononcent à leur tour leur allocution. Jolibois au nom de la *Société Républicaine* fait son discours en français. Puis un républicain allemand s'adresse à l'assemblée. Un poème imprimé chez Decker en septembre 1848 s'en fait l'écho : « Ah, si je pouvais te planter en Allemagne, bel arbre qui a l'odeur de la liberté²⁶ ». L'arbre sera mutilé – on en arrache une dizaine de grosses branches en juin 1850. La police ne retrouvera pas les auteurs de cette voie de fait. « La politique n'y est pas étrangère » conclura philosophiquement le commissaire de police de Colmar²⁷. Que font « les corporations » dans ce défilé alors qu'elles ont été supprimées en 1791, et que la Restauration après l'avoir évoqué ne les

25. *Rede gehalten am 30 April durch Herrn Pfarrer Maimbourg bei Gelegenheit der Einsegnung des Freiheitsbaums zu Colmar*, Colmar, 1848.

26. Bibliothèque municipale de Strasbourg (Médiathèque). Poèmes en l'honneur de Hecker et de l'arbre de la liberté de Colmar, Imprimerie Decker, 1848. A. 5405.

27. ADHR, 4 M 270. Le commissaire de police de Colmar au préfet le 12/6/1850.

Fig. 3 : Souvenir de la fête Républicaine du 16 avril [1848]. Plantation de 5 arbres de la liberté à Strasbourg et de la fraternisation de la garde nationale avec l'armée à laquelle prenaient part les Polonais, Suisses, Allemands, Italiens. Lithographie de Charles Fassoli et Ohlmann, 1848. BNUS NIM24842.

a pas rétablies? Mais il s'agit là d'une appellation générale, historicisante, bien dans l'esprit de ces fêtes romantiques. Le « cortège industriel » de la Fête de Gutenberg de Strasbourg l'avait utilisée aussi : le comité avait fait appel pour cette organisation aux « syndicats » de métiers, représentés dans les sections du conseil de prud'hommes de Strasbourg²⁸. Pour le jugement des contentieux portés devant eux, les prud'hommes jugent d'après le droit mais aussi d'après les usages de métier. Mais dans le Haut-Rhin il n'y a de prud'hommes qu'à Mulhouse, Thann et Sainte-Marie-aux-Mines²⁹. En l'absence de conseils de prud'hommes, les litiges entre maîtres, compagnons et apprentis, sont portés devant le juge de paix! Visiblement, à Colmar les corporations semblaient s'être perpétuées dans la coutume. L'ordonnancement de ces fêtes puise dans la tradition des villes alsaciennes, redécouverte ou réinventée dans les années 1830 et 1840 avec le cortège de la fête de Gutenberg de 1840. Les « corporations » sont présentes aussi dans le cortège de la fête de Ribeauvillé, qui se déroule le 17 juin et qui réunit des délégations des gardes nationales de l'Alsace. Une originalité du récit : il relève la présence dans le cortège de « jeunes filles en costume alsacien ». L'auteur du compte-rendu est le professeur Émile Jolibois, originaire de Chaumont-en-Champagne³⁰. A-t-il été plus

28. Relation complète des « Fêtes de Gutenberg », célébrées à Strasbourg les 24, 25, 26 juin 1840, Strasbourg, 1841.

29. IGRSHEIM (François), « Conseil des Prud'hommes », in *Dictionnaire Historique des Institutions de l'Alsace*, p. 444.

30. Expulsé après le 2 décembre, il s'établira à Castres et sera archiviste départemental du Tarn.

attentif à ce que d'autres, plus familiers, ne pensaient pas devoir noter tant cela allait de soi ? On serait curieux de connaître ce costume, qui n'est sans doute pas très différent du costume de l'Alsacienne de Henner, qui « attend », offert à Gambetta 24 ans plus tard³¹.

Le cycle du printemps des plantations d'arbres

Après les élections de 1848 débute un nouveau cycle de fêtes, qui comportent désormais toutes la plantation de l'arbre de la liberté : à Benfeld le 1^{er} mai, à Sélestat, Wissembourg, et Saverne, le 7 mai ; à Geuderthheim, Ingwiller, Harskirchen, le 16 mai ; à Hatten, la Wantzenau, Bischheim le 21 mai ; à Barr, Hoffen, Weitbruch, Mommenheim le 28 mai, à Lauterbourg et Eschbach près Landau le 4 juin. À Altkirch, on plante un nouvel arbre au mois de mai. « Le programme comprend une retraite aux flambeaux, revue des sapeurs-pompiers, illuminations et bal. [...] Chose tout à fait typique, ajoute Goutzwiller, je vis la femme de notre nouveau sous-préfet danser avec un ouvrier ». Mais Goutzwiller a relevé aussi « le grand transparent symbolisant la devise républicaine sous la forme de trois femmes plus hautes que nature et drapées en bleu, blanc et rouge. La Fraternité occupait le milieu de la composition et reposait ses bras sur les épaules des deux autres ; la Liberté était coiffée du bonnet phrygien et l'égalité portait un niveau³² ». Il y a eu sans doute bien d'autres toiles peintes ou transparents lors de ces fêtes.

Les Fêtes politiques de l'automne républicain

Les journées de juin et les divisions entre républicains

Le choix par la Constituante d'une politique autoritaire sous la direction du général Cavaignac et la répression des ouvriers des ateliers nationaux au cours des journées de juin ont leurs répliques en Alsace avec les expéditions armées sur les cantons forestiers de l'Alsace bossue et de la forêt de Haguenau, la fermeture des ateliers municipaux de Strasbourg et des villes d'Alsace et l'envoi systématique de colonnes mobiles pour ramasser les impôts de l'année accrus de 45 % ; un choc fiscal qui s'avère fatal. À Strasbourg, elle entraîne une rupture entre la Société des Travailleurs de l'extrême gauche (les frères Beyer) et la Société Républicaine du professeur Kuss : elles s'avèrent incapables d'organiser en commun la fête du Quatorze juillet aux jardins Lips du Contades. Les républicains

31. *Courrier d'Alsace*, 18/06/1848.

32. GOUTZWILLER (Charles), *op.cit.*, p. 187.

modérés sont désormais contraints de s'allier aux orléanistes. Les élections municipales de la fin juillet et cantonales du début de septembre, marquées par une très forte abstention, provoquent le retour des modérés au premier plan. Apparemment ce sont les fêtes traditionnelles qui occupent le public. La « fête vinicole » (fête des vendanges) a lieu à Colmar le 11 septembre. Le cortège de la société des vignerons passe par la cathédrale puis par le temple, est reçu à l'Hôtel de ville et à la préfecture (alors encore située rue des Clefs) puis se rend sur le terrain du concours agricole, vers la gare. S'en suivent banquet et bal³³. Trois semaines plus tard, a lieu la fête des Vendanges à Mulhouse. « Ces bacchanales de Mulhouse » se sont passées cette année sans incident grave, rapporte le colmarien *Courrier d'Alsace*³⁴.

Aspirations nationales et fête du bicentenaire

Le Rhin n'est une barrière ni climatique, car la crise de subsistances est rhénane, ni humaine : ouvriers industriels et agricoles, réfugiés, idées politiques passent et repassent le Rhin. L'aspiration allemande à l'unité nationale a inévitablement posé la question de l'Alsace-Lorraine, ancienne terre du Saint Empire, tout comme la volonté d'effacer 1815 nourrit pour la France la revendication sur le retour des anciens départements rhénans annexés par la Révolution. Depuis la crise de 1840, la polémique entre la presse des deux rives du Rhin, la presse alsacienne et divers titres de la presse allemande sur la question d'Alsace et de la Lorraine n'a pas vraiment cessé. Au cours des banquets alsaciens de septembre 1847, plusieurs orateurs, en particulier Liechtenberger avaient exprimé le souhait de voir célébré en 1848 le bicentenaire du rattachement à la France. On a vu que les propos échangés au Préparlement de Francfort en mars 1848 sur les provinces ayant jadis appartenu au Saint Empire dont l'Alsace et la Lorraine avaient alarmé, et les républicains allemands s'étaient empressé de rassurer les Strasbourgeois lors des fêtes du 16 avril. La Légion allemande s'était ensuite portée sur le Haut-Rhin, pour prendre part au soulèvement de Hecker de la fin avril, puis après la défaite avait reflué sur la rive gauche, désarmée et renvoyée dans les départements de l'intérieur. Voilà qui se reproduit lors de la seconde levée de boucliers badoise de septembre. Mais après les journées parisiennes de juin, les enthousiasmes printaniers étaient retombés et une haine démesurée leur avait succédé : « Partout le radicalisme le plus extravagant, qui ne fait pas la guerre aux abus et à la tyrannie, mais à la fortune, à la propriété, à la famille, au talent et à la liberté elle-même, avait soulevé les sentiments les plus ignobles et les plus féroces », écrit le *Courrier du Bas-Rhin*, plus nuancé d'habitude et qui inaugure là une thématique qui sera traduite en politique pratique par

33. *La Voix du Peuple*, 17/09/1848.

34. *Courrier d'Alsace*, le 8/10/1848.

le Second Empire, celle de la barrière à dresser contre « la révolutionnaire Allemagne, abrutée par le régime monarchique, et aspirant à la révolution sociale : c'est la République de 1793 et non la République de 1848 que les révolutionnaires allemands appellent de leurs vœux ». Le projet de commémoration du bicentenaire prend désormais une toute autre signification politique : face aux révolutionnaires allemands (et français), il s'agit d'affirmer l'attachement de l'Alsace à la France « sage et modérée » de Cavaignac qui a écrasé en juin les ouvriers révolutionnaires. Le conseil municipal de Strasbourg du 28 septembre décide donc de reprendre ce projet et confie au nouveau maire, Kratz, le soin d'organiser la fête. Le 1^{er} octobre à Strasbourg se tenait, après une revue de la garde nationale, un banquet fraternel qui regroupe 1 000 personnes : un anniversaire du banquet de l'année précédente. Le 9 octobre, les trois maires de Mulhouse, Colmar et Strasbourg se rencontrent pour préparer le programme des fêtes. À Strasbourg se constitue un comité pour l'érection d'un monument du bicentenaire, dont l'architecte départemental Gustave Klotz (un des dirigeants démocrates-socialistes) assume la présidence et devant lequel le sculpteur Philippe Grass dépose un projet.

Désapprobation chez les républicains démocrates-socialistes

Mais d'entrée de jeu, la date choisie par les représentants du peuple modérés de Strasbourg pose problème. Strasbourg n'a pas été rattachée en 1648 mais en 1681, Mulhouse n'a pas été rattachée en 1648 mais en 1798. *L'Annuaire du Haut-Rhin* de 1846 de Liblin évoque 1673 et la démolition de ses remparts pour dater la fin de l'indépendance de Colmar. Il n'y avait pas eu de fête du centenaire du rattachement en 1748, mais Strasbourg avait fêté sa capitulation en 1781 : elle tenait à l'application de ces clauses et au maintien de ses libertés et ses députés démissionneront quand l'Assemblée nationale les révoque en 1789. Mais en 1848, la gauche républicaine (le *Républicain Alsacien* de Jules Erckmann, frère d'Émile Erckmann) voit dans la décision officielle d'organiser des fêtes du Bicentenaire une manœuvre de politique intérieure : « l'attachement à la France ne procède pas de l'annexion à la France des « Quarante Rois qui ont fait la France », mais de son engagement libre dans la Révolution de 1789. Le *Courrier du Bas-Rhin* abonde dans ce sens et publie une lettre du professeur Schweighaueuser : « la fête de la Fédération de 1790, marque pour lui le passage de l'Alsace de l'état de conquête réticente à celui de population ralliée ». Aussitôt le conseiller général légitimiste, Félix de

Dartein, riposte et invoque un ralliement à « la force et à la puissance de la monarchie française victorieuse »³⁵.

L'union par le train Strasbourg-Bâle

La fête reproduit en pratique celle qui avait eu lieu en septembre 1841 pour l'inauguration de la ligne Strasbourg-Bâle. Les festivités officielles débutent à Colmar le 22 octobre. Puis les députations de la municipalité et des gardes nationales se déplacent à Mulhouse. Le lendemain on se rend à Strasbourg. Et tout au long de la voie de la fête et des banquets, des arrêts, des toasts et des discours.

La fête de Colmar

La fête commence le matin du dimanche 22 octobre. D'après le *Courrier d'Alsace*, les délégations extérieures réunissent près de 1 500 personnes. Le cortège reproduit à peu de choses près l'ordre adopté pour le 30 avril, à ceci près que font défaut les clubs et l'armée. On arrive à l'endroit, sur le Champ de Mars, où doit s'élever la première pierre du monument, une pyramide, dont on doit ériger les répliques à Mulhouse et à Strasbourg. Le journal précise bien que les femmes sont exclues du cortège : « elles s'y associent aux fenêtres, par des lancers de bouquets et de fleurs, ou les quelques figures allégoriques sur les chars ». Tout cela n'a duré qu'un matin, mais à midi, il y a des banquets dans sept auberges différentes. Et le banquet principal avec toasts a lieu à l'*Hôtel des Deux Clés*. Le représentant du peuple Ignace Chauffour, alors démissionnaire³⁶, avocat et historien, ancien étudiant de Göttingen, réaffirme le principe de « l'identité des croyances, la parenté des âmes, l'affinité des aspirations », opposé au « droit matérialiste » qui justifie les conquêtes d'hier et les ambitions territoriales d'aujourd'hui, mais prend ses distances avec l'interprétation officielle du traité de Westphalie et porte la santé : « À 1648, à la grande date de la liberté religieuse ! À 1848, à la grande date de l'avènement de la démocratie européenne ! » Le journaliste du *Courrier d'Alsace* qui rapporte les plaintes des femmes exclues du cortège ne prend-il pas une position militante ? Ces cortèges sont des défilés militaires de la garde et de l'armée. Mais même dans les processions religieuses, comme pour la Fête Dieu, les femmes sont assignées à une place attitrée, bien séparée des hommes³⁷.

35. En 1948, à l'instigation du ministre SFIO de l'Éducation Nationale, Marcel-Edmond Naegelen, la commémoration du centenaire de 1848 en Alsace alla de pair avec celle du Tricentenaire du rattachement de 1648. IGRSHEIM (François), « Les commémorations de 1848 en Alsace et en Zone Française d'Occupation », *Revue d'Alsace*, 1998, p. 205 à 236.

36. Il s'indigne de l'accusation d'avoir proposé le déplacement de la cour d'appel à Strasbourg.

37. Communication de Monique Debus Kehr, que nous remercions.

Fig. 4 : La plantation de l'arbre de la liberté à Colmar» BM Colmar, Cabinet des Estampes, fonds André Waltz».

La fête de Mulhouse

Une plantation émeutièrre avait eu lieu, on l'a vu, dès les premiers jours de la Révolution et Mulhouse, qui n'est alors que chef-lieu de canton, n'avait pas célébré la fête de la Fraternité du 30 avril, réservée au chef-lieu départemental. Le 22 octobre au matin, en l'absence de la délégation mulhousienne partie à Colmar, et devant les autorités réunies sur le parvis de la Bourse au Nouveau Quartier, la cérémonie débute par la plantation de l'arbre. C'est le pasteur Tachard qui ouvre la série des discours, au nom de l'Église réformée. Il ne peut s'empêcher d'exprimer le mécontentement d'une partie du protestantisme alsacien, qui a vu s'effondrer un régime qui lui avait accordé une place de choix, favorisé en outre dans les villes de Strasbourg et de Mulhouse par le suffrage censitaire.

Nous voilà parvenus aux limites extrêmes de la liberté, déclare-t-il. Un pas de plus et nous roulons vers la barbarie. [...] La liberté se nourrit d'obéissance rigoureuse à la loi [...] Troubler l'ordre, violer la loi, [...] mettre en doute la sainteté de la famille et de la propriété, se refuser d'accepter les supériorités sociales, filles légitimes du travail, de l'étude, des bonnes mœurs et du talent, c'est étouffer la liberté³⁸.

Le curé Lutz, curé d'une paroisse catholique devenue fort nombreuse et composée surtout d'ouvriers et d'ouvrières, prononce un commentaire

38. *L'Industriel Alsacien*, le 29 octobre 1848.

Fig. 5 : 1648. Réunion de l'Alsace à la France. 1848. Salle du Bal (1848). Lithographie de Conrad Burg, Mulhouse. Vidéodisque.

de la devise républicaine. Il se fait l'avocat de l'égalité de l'homme et de la femme témoignant-là d'une grande continuité dans la doctrine des curés de Mulhouse qui se feront les promoteurs d'une législation protectrice de la femme dans le travail et dans la famille :

Dans l'Antiquité, assure-t-il, la bonne moitié de l'humanité gémissait sous le joug de l'autre moitié : la condition de la femme était affreuse ; à peine la regardait-on comme une portion de l'humanité : à elle les misères, le dégoût, les humiliations. C'est Jésus-Christ qui l'a rétablie dans sa dignité en rendant au mariage sa signification primitive et en donnant par son exemple et ses conseils la consécration à la virginité³⁹.

Le rabbin Dreyfus, une figure en vue du courant juif libéral se livre à une vibrante apologie de la France émancipatrice, « qui a aboli tous les privilèges de caste et de naissance, qui a donné à tous ses concitoyens le droit sacré de suffrage et c'est sous ses auspices que toutes les autres nations du monde marcheront vers les mêmes conquêtes⁴⁰ ».

39. *La Voix du Peuple*, 29/10/1848 et *L'Industriel Alsacien*, art. cit.

40. *Ibid.*

Arrivé de Colmar, le cortège marche de la gare à la place de la Réunion, où le maire Émile Koechlin pose la première pierre de la pyramide du bicentenaire, puis l'on revient au Nouveau Quartier où les autorités président au défilé. Les maisons sont pavoisées et quelques panneaux transparents peints décorent la rue de Bâle. Le banquet a lieu dans un vaste entrepôt situé près du canal que l'on a tendu d'étoffes blanches et d'indiennes bleu clair, de bacs de fleurs et de verdure, où la compagnie du gaz a installé, en deux jours, 240 becs de gaz. Au centre une petite estrade pour les orchestres et les orateurs. Sur les longues tables, 1 650 couverts ont été dressés. Après les toasts, où se succèdent en particulier les maires Koechlin et Chappuis, le président du comptoir national d'escompte, Dubuit, exprime éloquemment la vocation internationale de la ville manufacturière :

Oui, peuples d'outre-Rhin, nous sommes parents, oui nous sommes tous pleins de sympathie, nous aimons vos poètes et vos arts ; nos ateliers et nos villes ont offert une large hospitalité à vos travailleurs, à vos nécessiteux, à vos proscrits [...] Au lieu d'un champ de bataille, cette belle terre d'Alsace ne sera-t-elle pas quelque jour une terre de réconciliation ?

Puis vient le feu d'artifice, et « en un instant la salle du festin est convertie en salle de danse qui accueille près de 3 000 personnes et vers laquelle se pressent « les dames très élégantes ». Le bal se prolonge très tard dans la nuit ». D'autres bals gratuits ont lieu dans toute la ville. Mais la grande salle de bal a été ouverte au public le lendemain et surlendemain pour un bal gratuit, et près de 6 000 personnes y ont pris part⁴¹.

Le lundi 23 octobre, la fête gagne Strasbourg à 14 heures en cortège depuis la gare jusqu'à la place Broglie où l'on inaugure l'emplacement du futur monument du bicentenaire, une maquette de pyramide en bois grandeur nature du futur monument (qui ne sera jamais construit) « perpétuel souvenir de la réunion de l'Alsace à la France ». Suivent les défilés de l'armée et des gardes nationales, les banquets fraternels, les feux d'artifice, les feux de Bengale sur la tour de la cathédrale. Et les bals sont ouverts jusqu'à minuit. Le lendemain mardi 24 octobre, nouveaux banquets, feux d'artifice et bals. C'était à ce point une réplique de la fête d'avril, que le graveur Simon se contente de refaire le centre de sa plaque pour la gravure commémorative : le cadre, la foule, la place et les maisons avec leurs drapeaux, tout le reste est d'avril 1848. Une originalité cependant : le projet de monument à ériger à l'Orangerie de la Robertsau dû à Philippe Grass, dont la maquette en plâtre figure sous la pyramide

41. *L'Industriel Alsacien* le 29/10/1848.

Fig. 6 : Ph. Grass La France et l'Alsace. Monument élevé à la Robertsau le 24 octobre 1848, lors de la fête de la fraternité en mémoire du 2^e anniversaire séculaire de la réunion de l'Alsace à la France, 1848. Gravure de J. Burk, Frédéric-Émile Simon. BNUS NIM26218.

de bois de la place Broglie⁴². La légende de la gravure de Burck, qui l'a reproduit, a tranché la querelle historiographique :

Monument élevé à la Robertsau le 21 octobre 1848, lors des fêtes de la fraternité en mémoire du 2^e anniversaire séculaire de la réunion de l'Alsace à la France ; l'Alsace prête à défendre ses frontières s'appuie sur la France, à ses cotés se trouvent les attributs de l'agriculture et de l'industrie.

Sur le piédestal sont inscrites les trois dates de la réunion de l'Alsace à la France : Colmar (1648), Strasbourg (1681) et Mulhouse (1798), avec les armes des chefs lieux d'arrondissement. Plus bas se trouvent les armes de toutes les villes d'Alsace⁴³.

42. BNF-Gallica. Simon / Frédéric-Émile / 1805-1886 / 9990. *Fête célébrée à Strasbourg, le 23 octobre 1848, en mémoire du 2^e anniversaire séculaire de la réunion de l'Alsace à la France et pose de la première pierre d'un monument commémoratif*, 1848.

43. BNF-Gallica. Burk / J. / 0440. *La France et l'Alsace. Monument élevé à la Robertsau le 24 octobre 1848, lors de la fête de la fraternité en mémoire du 2^e anniversaire séculaire de la réunion de l'Alsace à la France, 1848.*

La statue de la France vêtue d'une tunique et d'une toge pacifique est couronnée du laurier des rois et reines triomphantes, non pas du bonnet phrygien comme la Marianne parisienne de la Concorde de 1848 ; son bras gauche s'appuie sur un écu portant le nom France lui-même sur un lion montant la garde, son bras droit entoure les épaules de l'Alsace, une femme un peu plus petite, portant une couronne crénelée, symbole du courage et de la fidélité, revêtue d'une cuirasse à écailles et portant l'épée, mais tenue sous la garde par le haut de la lame, comme pour témoigner des intentions non agressives d'une Alsace pourtant sur ses gardes.

Fête du 10 décembre, fête du peuple, pas des messieurs

Avec la loi du 6-9 novembre 1848, créant la fête de la proclamation de la Constitution le 12 novembre, la Constituante bouclait pour l'année la liste des fêtes de la République. L'année suivante, les Assemblées votent encore la fête de l'anniversaire de la Révolution, les 24 février et de la proclamation de la République, le 4 mai⁴⁴. Les fortes abstentions aux élections municipales et cantonales de l'été avaient été un signe : ces fêtes ne seront guère fêtées. D'autres, plus spontanées, plus combattues, mobilisent les foules. Car si le parti bleu de Cavaignac pensait que ces fêtes serviraient la cause de leur candidat du 10 décembre, il se trompait lourdement. La large victoire ce jour-là du président de la République Louis-Napoléon Bonaparte s'accompagne elle aussi de fêtes ! Donnons-en un seul exemple, celle de Thann. Voilà ce que rapporte le correspondant du modéré *Courrier d'Alsace*, le 13 décembre :

L'élection du président a été dans cette ville, l'occasion d'une affreuse orgie, non de la part des habitants de Thann, mais des nombreux villageois qui se sont signalés, non seulement par leur bruyante ivresse, mais qui se sont même permis envers les Thannois qu'ils supposaient n'être pas favorables à leur candidat impérialiste, les plus grossières invectives. On croyait un instant que les Croates occupaient la ville. Le plus prudent était de s'écarter du chemin de ces messieurs, et même de ne pas quitter son domicile. Deux jours plus tard, il rectifie : l'orgie n'a pas été seulement le fait d'habitants des villages environnants, mais aussi d'une partie des ouvriers de Thann⁴⁵. Et un autre correspondant commente : les Messieurs (*die Herren*) ne veulent pas de Napoléon, donc nous en voulons, nous [...] Les Messieurs ont escamoté la République pour eux, nous nous la voulons pour nous⁴⁶.

44. DALISSON (Rémi), *Les trois couleurs, Marianne et l'Empereur, Fêtes politiques et politiques symboliques en France 1815-1870*, Paris, Boutique de l'Histoire, 2004, p. 142.

45. *Courrier d'Alsace*, 13/12 et 15/12/1848.

46. *Courrier d'Alsace*, 29/12/1848.

Les fêtes politiques de 1849

Les fêtes de la garde nationale

La commémoration des morts de février sera célébrée à Paris jusqu'en 1851. On la néglige en Alsace. À Strasbourg et à Colmar, on se contente de banquets de la garde nationale suivis de bals donnés au profit des pauvres de la ville, manifestation traditionnelle au moment de carnaval⁴⁷. Le samedi 24 février, les autorités se répartissent les cérémonies dans les églises des trois cultes et ordonnent le pavoisement des maisons. Le 25 février, a lieu une grande revue de la garde nationale. Mais comme à Strasbourg, l'armée refuse de participer aux revues pour éviter les fraternisations. À Thann, où un grand nombre d'ouvriers sont au chômage, le carnaval se passe sans trop de mal, « sans rixes et sans excès répréhensibles [...] L'interdiction absolue de l'usage des masques [...] aura sans doute contribué à ce résultat⁴⁸ ». Et à Riquewihr, les patriotes, avec la garde nationale de Beblenheim et de Hunawehr ont dignement fêté l'anniversaire, par des feux de joie dans la montagne, et le lendemain par une revue et un bal⁴⁹. Le petit hebdomadaire démocrate-socialiste *Volksrepublik* commente : le dimanche 25 février, au soir, on pouvait voir de Colmar, les nombreux feux de joie qui saluaient l'anniversaire de la Révolution de 1848⁵⁰.

Banquets et assemblées politiques de plein air

Réunions politiques et banquets dans le Bas-Rhin

Dès la fin janvier, les élections législatives sont fixées au 12 et 13 mai 1849. Les fêtes de commémoration des villes d'Alsace se situaient dans un climat de campagne électorale⁵¹. La campagne pour les législatives oppose des blocs bien marqués : d'un côté le parti de l'ordre désormais discipliné par les autorités préfectorales et les bonapartistes qui ont pris la direction des « blancs », de l'autre les « rouges » qui disposent dans le Haut-Rhin et dans le Bas-Rhin de journaux et de relais dans le département, en particulier de journaux populaires, le *Démocrate du Rhin* / *Rheinische Demokrat* dans le Bas-Rhin et la *Volksrepublik* dans le Haut-Rhin, rédigés par des instituteurs-journalistes talentueux, le Strasbourgeois

47. *Le Rhin*, 25/02/1849.

48. *Le Rhin*, 27/02/1849.

49. *Le Rhin*, 01/03/1849.

50. Comme dans la Forêt-Noire, les autorités ont peur de feux qui seraient autant de signaux d'un soulèvement.

51. En janvier, dans le Haut-Rhin, une brève campagne électorale avait assuré le succès du préfet révoqué Fawtier.

Fig. 7 : Souvenir du Banquet démocratique du 29 Avril 1849. Simon Frédéric-Émile (Lithographe) Cote(s) du document original : ALS.AD.1. Cote : NIM.00022 Vidéodisque.

Charles Boesé et le Mulhousien Charles Schmitt. Du côté « blanc », les moyens ne manquent pas, mais les rédacteurs de la *Voix du Haut-Rhin* surnommé l'*Ochsenzeitung*⁵² et de *Le Dimanche (Sonntagsblatt)*⁵³ n'ont pas la même verve.

La campagne électorale est marquée par les grandes réunions publiques, qui sont autant de spectacles. À la Robertsau, se tient le 29 avril un « banquet républicain rouge ». Les précautions sont prises, assurent les autorités et l'armée et la garde nationale sont prêtes à intervenir. Un commissaire de police assiste à la fête. Il nous en fait un petit tableau, qui a le mérite de nous donner le menu du banquet :

On a servi du pain, du veau froid et un morceau de charcuterie et de la salade et à chacun une bouteille de vin. Le jardin s'est rempli peu à peu, les ouvriers arrivaient isolément. J'ai remarqué six ou sept individus en blouse, coiffés de bonnets en velours rose garni de glands verts : c'étaient des ouvriers de l'imprimerie de Dannbach [qui publie le *Démocrate du Rhin*]. Une dizaine de

52. Il succédait au *Freiheitsbaum* modéré de 1848.

53. *Volksrepublik*, 1/07/1849.

réfugiés allemands, ou des jeunes gens venus de l'autre côté du Rhin assiste également au banquet. [...] Le président Friederich a prononcé en allemand un discours respirant la fraternité et l'union. Il finissait par « Vive la République démocratique et sociale ». Suivent de nombreux autres discours, en particulier des candidats [qui seront élus] le professeur de chimie Kopp, l'artiste-peintre Eugène Beyer, l'instituteur israélite Ennery. Et de nombreux toasts : « Aux travailleurs » ; « À l'union fraternelle de tous les peuples » ; « À la Montagne » ; « À Louis Blanc » ; « À la Pologne » ; « À l'Allemagne démocratique », « À la Hongrie » ; « Aux ouvriers, aux cultivateurs, aux soldats » ; tous accueillis aux cris de « Vive la République démocratique et sociale ». Entre chaque toast, on chantait un couplet de la *Marseillaise*, du *Chant des Girondins*, et du *Chant du Départ*⁵⁴.

Cette description complète la gravure que nous en donne Simon⁵⁵. Elle nous montre le jardin avec ses tables occupées par des messieurs en haut de forme, quelques casquettes et blouses, deux ou trois uniformes de gardes nationaux ou de soldats. On y voit quelques femmes, pas seulement celles qui servent et débouchent les bouteilles ! Et dominant le tout, l'orateur qui prononce le toast, debout sur une chaise ou un banc.

Mais la manifestation la plus importante est celle du rassemblement en plein air. Ceux-ci vont se multiplier pendant la période et leur popularité croissante finit par affoler les autorités, qui multiplient les poursuites. Voici pour le Bas-Rhin, la description que fait le sergent Commissaire, futur représentant du peuple du Bas-Rhin du meeting en plein air tenu à Bischwiller, le 30 avril 1849 :

Des électeurs vinrent nous attendre sur la route à une lieue de la petite ville où nous nous rendions [...] Les citoyens se mirent en rangs, drapeaux en tête, et la colonne se mit en marche en chantant alternativement la *Marseillaise*, le *Chant du Départ* et le *Chant des Girondins*. Le long du chemin la colonne se grossit de tous les électeurs des villages voisins qui venaient assister à la réunion. Une construction en planches de 3 à 4 mètres de hauteur avait été élevée pour servir de tribune aux orateurs ; devant elle, un hémicycle était formé avec des piquets plantés dans la terre et reliés par de grosses cordes pour empêcher la foule de s'approcher trop près et pour laisser en même temps une place libre aux organisateurs de la réunion ainsi qu'aux candidats. Il y avait au moins huit à dix mille personnes. Derrière les rangs serrés des spectateurs se tenant debout, il y avait des cavaliers et des voitures pleines d'hommes et de femmes qui étaient venus là comme pour un spectacle [...] Mes futurs collègues à l'Assemblée montèrent successivement à la tribune ; ils s'exprimèrent en allemand afin d'être compris de tous les auditeurs [...] Enfin mon tour arriva [...] en parlant français, je risquais de ne pas être compris par une

54. Archives départementales du Bas-Rhin, 3 M 79. Le préfet au ministre de l'Intérieur le 30/4/1849.

55. Bibliothèque nationale universitaire de Strasbourg. *Souvenir du banquet démocratique du 29 avril 1849*.

partie des personnes présentes. J'avais mis mon uniforme de chasseur à pied ; dès qu'on me vit paraître à la tribune, des applaudissements éclatèrent de tous côtés⁵⁶.

Le Haut-Rhin : pour l'unité dans le vote des cultivateurs et des ouvriers

Ce sont des réunions analogues qui se déroulent dans le Haut-Rhin. Dès la fin mars, le quotidien colmarien bleu *Le Rhin*, annonce l'intention des « Rouges » de convoquer « une ou plusieurs grandes assemblées populaires [...] dans le but d'apporter de l'unité dans le vote des cultivateurs et des ouvriers⁵⁷. Les candidats démocrates-socialistes exposent le programme de la Montagne : respect de la Constitution de la République et des libertés fondamentales (réunion, association, presse) abolition des impôts sur la consommation et introduction d'un impôt progressif sur le revenu, réforme du crédit et création d'une banque hypothécaire et nationalisation des entreprises comme le chemin de fer, les canaux, justice populaire et gratuite, solidarité avec les nationalités opprimées⁵⁸.

La *Volksrepublik* signale une réunion électorale pour les Mulhousiens au « *Cor de Chasse* dans le Sundgau » « entre Huningue et Altkirch avec les délégués des cantons où est adopté le programme et adoptée la liste des candidats. Elle regroupe [...] deux mille personnes ».

Puis se succèdent les « grandes réunions populaires ». À l'Ochsenfeld de Cernay le 2 mai, Riquewihr le 5 mai, Rouffach le dimanche 6 mai au matin, Andolsheim le 6 mai avec 1 200 participants, l'après-midi, avec les candidats Amédée Georges, Burgard, Josué Hofer et Savoye, le Pont d'Aspach le 10 mai, Munster le 11 mai, puis à nouveau à Rouffach le 11 mai, pour les Colmariens (Colmar est à 15 km)⁵⁹.

Les soulèvements républicains d'Allemagne

La semaine précédant le scrutin est marquée par les répercussions des événements internationaux. En Italie, aux ordres du gouvernement le corps expéditionnaire français prend le parti du Pape contre la République romaine, provoquant le ralliement aux rouges d'une partie des bleus, inscrits sur la liste des candidats « rouges ». En Allemagne après le refus du roi de Prusse d'accepter la couronne impériale se succèdent les soulèvements. La Bavière rhénane se proclame République. Des Alsaciens⁶⁰ participent à

56. COMMISSAIRE (Sébastien), *Mémoires et souvenirs*, Paris, 1888, p. 194-195.

57. *Le Rhin*, 26/03/1849.

58. *Le Rhin*, 26/04/1849.

59. *Le Rhin*, 8/05/49 et 11/05/1849.

60. Un certain nombre de députés alsaciens de 1848-1849 sont originaires des anciens départements français du Rhin et y ont leurs familles, par exemple Culmann (de Landau), député du Bas-Rhin de 1848, ou Savoye (de Deux-Ponts), député du Haut-Rhin de 1849.

la grande assemblée populaire d'Offenbourg du 13 mai⁶¹. Le dispositif de l'assemblée est celui des grandes réunions populaires, telles que les décrit Commissaire : un immense échafaudage décoré aux trois couleurs nationales : noir or rouge. 20 000 personnes assistent à l'assemblée qui prend connaissance du « programme d'Offenbourg » et donne le signal du départ de la révolution badoise. Savoye, qui sera proclamé représentant du peuple le lendemain à l'issue du scrutin, assure l'assemblée des sympathies du peuple français en faveur de la liberté allemande⁶².

La victoire électorale et les sérénades de la victoire

Le 13 mai, les élections consacrent la victoire des rouges, qui remportent 11 sièges sur 12 dans le Bas-Rhin et 8 sièges sur 10 dans le Haut-Rhin.

Les banquets de la victoire

Le 20 mai, les démocrates-socialistes de Mulhouse avaient fêté la victoire à la brasserie Haeffely, où l'on crie « vivent les rouges, vive la Montagne », et où l'on entonne les « chansons patriotiques les plus écarlates », relate le commissaire de police de Mulhouse⁶³. Un « charivari » prévu devant la maison d'Émile Dollfus est refoulé par un cordon de police. Un certain nombre de fabricants ont été « rouges » et élus représentants du peuple⁶⁴. Parmi eux Josué Hofer élu en 1849 et très brièvement député⁶⁵. Ses ouvriers lui offrent une sérénade, le pendant du « charivari » le samedi 19 mai. Une retraite aux flambeaux a été organisée dans la ville, d'environ 1 000 personnes, chantant de 21 à 22 heures : « À bas les blancs, vivent les rouges »⁶⁶. Le lendemain, devant un arc de triomphe élevé par les ouvriers aux avenues de la fabrique, une députation lui offre au nom de tous les travailleurs de l'établissement, un superbe bocal en argent doré⁶⁷.

Le 22 mai, dans la salle de *l'Hôtel de l'Europe* de Colmar, où il y a deux ans avait eu lieu le banquet de *la Réforme*, on fête le banquet de la victoire des démocrates-socialistes⁶⁸.

61. *Le Rhin*, 11/05/1849.

62. *Le Rhin*, 16/05/1849.

63. ADHR, 4 M 269. Le commissaire de police de Mulhouse au sous-préfet d'Altkirch, 21/05/49.

64. À Thann, en mai 1850, le commissaire de police signale qu'un certain nombre d'ouvriers réclament une augmentation de salaire en échange de leur suffrage pour Charles Kestner. HORDERN (Francis), *L'évolution de la condition individuelle et collective des travailleurs en Alsace au XIX^e siècle : 1800-1870*, thèse ronéo, Strasbourg, 1970.

65. Il se réfugie en Suisse à partir de juin 1849.

66. ADHR, 4 M 269. Le commissaire de police de Mulhouse au sous-préfet d'Altkirch, 21/05/49.

67. *Le Rhin*, 2/05/49.

68. *Volksrepublik*, 26/05/49.

Après mai 1849, c'en est fini de la fête ?

À Paris, une bonne partie des députés bas-rhinois (5) et haut-rhinois (3) participent à la manifestation de la Montagne du 13 juin et sont arrêtés, mis en accusation puis condamnés. Une bonne partie d'entre eux sont en fuite. Autant de sièges à pourvoir par une élection de remplacement. Le lendemain 14 juin, à Strasbourg et Colmar, surpris de l'apparente inaction du gouvernement français devant l'armée que jette la Prusse sur le sud de l'Allemagne pour en écraser les soulèvements, les dirigeants démocrates-socialistes strasbourgeois et colmariens semblent avoir voulu provoquer une mobilisation de la garde nationale, dont ils sont officiers et soldats. Le gouvernement affecte d'y voir l'amorce d'une « levée de boucliers » et les fait arrêter puis déférer devant les tribunaux. Ils seront acquittés et continuent de jouer un rôle politique. Mais ils sont désormais étroitement surveillés. En janvier 1850, aux élections de remplacement, les démocrates-socialistes remportent tous les sièges dans le Bas-Rhin, mais perdent de peu 2 sièges sur 3 dans le Haut-Rhin : les fabricants ralliés Émile Dollfus et Migeon et le rouge Charles Kestner prennent le chemin de l'Assemblée.

De la garde civique à l'armée : souvenirs glorieux et sentiments patriotiques

Les visites présidentielles, nouveau type de spectacle politique

Les gardes nationales des villes continuent de fêter le 24 février et le 4 mai. Elles persistent à élire des officiers d'opposition, à Strasbourg, Colmar et Mulhouse. Elles vont jusqu'à crier : « Vive la République » lors des revues. L'armée continue de refuser les revues communes et les fraternisations.

On aboutit au conflit ouvert en août 1850. Louis-Napoléon Bonaparte multiplie les voyages en province, imposant un nouveau genre de festivité officielle. Elle est marquée par les revues, de l'armée, de la garde nationale, les visites d'usines et de chantiers, les inaugurations de lignes de chemin de fer et de gares, les discours aux Chambres de commerce.

Le 19 août 1850, il est à Belfort et le 20 à Mulhouse. Il est accueilli par une immense « bronca » de la garde nationale mulhousienne : « Vive la République ». Bien reçu par la Chambre de commerce de Mulhouse, il abrège cependant sa visite, renonçant à la visite de la fabrique de Dollfus-Mieg. Il se rend à Colmar, où il reçoit le même accueil de la garde. Le 21, il est à Strasbourg, où la garde nationale ne manifeste pas et participe à la haie d'honneur de la gare jusqu'à la préfecture. Le lendemain, revue de l'armée au Polygone, réception des anciens soldats de l'Empire puis des maires ruraux (100 à 150) dans la cour, assez petite, de la préfecture ! Il est à nouveau mieux reçu par la Chambre de commerce de Strasbourg que par

la municipalité. Il répond au discours du président de la Chambre par la formule-programme évoquant « la vieille Alsace, cette terre des souvenirs glorieux et des sentiments patriotiques ».

Dissolution des gardes nationales

La garde nationale de Mulhouse avait été dissoute au cours même de la visite du président. En novembre, c'est le tour de celle de Colmar. La dissolution de la garde de Strasbourg n'intervient qu'en février 1851, après le refus du ministre de l'Intérieur de la laisser organiser revue et banquet pour le troisième anniversaire de la Révolution de février, les démissions d'un grand nombre d'officiers et la tenue d'une revue non autorisée.

La fête militaire

La prise d'armes

C'est à nouveau avec un certain retard, dû au mauvais temps qui empêche la transmission par télégraphe optique, que Strasbourg apprend le 3 décembre la nouvelle du coup d'État. Le 4 décembre, comme pour sauver l'honneur, quelques centaines d'hommes de l'ancienne garde nationale, en uniforme, parcourent la ville de la place Kléber à la place d'Austerlitz, suivant un drapeau tricolore portant la formule « Vive la Constitution ». Quelques charges de cavalerie et de gendarmes à pied bousculent la manifestation et procèdent aux arrestations. Toutes les places de la ville sont alors occupées par des bivouacs. Pourtant le soir les débits de boisson sont ouverts comme d'habitude.

Le 6 janvier 1852, le ministre de la Guerre communique aux généraux de divisions militaires et de subdivisions : « l'énergie du gouvernement et l'élan de l'armée viennent de sauver la société. Le succès des amis de l'ordre est assuré, mais le danger contenu n'est pas détruit... »

Puis il donne ses instructions pour les départements en état de siège et pour les villes de garnison :

Dans les villes de garnison, les troupes ne resteront point enfermées dans leurs casernes. Vous leur ferez exécuter souvent des prises d'armes, vous leur ferez faire des exercices publics et répétés, vous les montrerez en mouvement, dans leur tenue martiale et régulière, par des promenades militaires fréquentes, vous réglerez leurs courses de manière à ce que toutes les portions de la ville les voient tour à tour ; vous choisirez de préférence pour les faire manœuvrer des places et lieux de promenades biens apparents et bien ouverts à tous les yeux. Vous-même vous montrerez souvent à la tête de vos troupes, et ne vous présenterez jamais en

public que revêtu de vos insignes militaires. Vous exigerez la même exactitude de la part de tous les officiers⁶⁹.

À Strasbourg, et dans les autres villes de garnison, l'armée occupe désormais seule les rues et les places. Quelquefois on y associe le corps des sapeurs-pompiers. La revue se déroule place Kléber, les détachements des unités d'infanterie, artillerie, cavalerie occupant les trois côtés de la place devant la tribune où se tiennent les autorités civiles : le général commandant se tenant à cheval devant la tribune, et les généraux de subdivision devant les détachements de leurs brigades.

Au cours de l'année 1852, s'opère le retour progressif à l'Empire. Dès le 1^{er} février 1852, le ministère de la Guerre ordonne la collecte des drapeaux et étendards distribués aux unités après la révolution de 1848, pour être brûlés. Le 10 mai est prévue la remise des aigles aux armées, en même temps qu'est exigé un serment de fidélité au Prince-Président.

La fête nationale du 15 août : la Saint-Napoléon

La Saint-Napoléon du 15 août devient fête nationale et jour de revue. Le cérémonial en est désormais minutieusement arrêté :

Il sera tiré deux salves d'artillerie de 21 coups de canons chacune, l'un le dimanche 14 à 18 heures, l'autre le lundi 15 à 6 heures du matin. Le lundi 15 août, à l'occasion de la Saint-Napoléon, il sera chanté un *Te Deum* à 10 heures et demie, en l'église métropolitaine de Strasbourg et il sera passée le même jour à midi une revue générale des troupes [...] Toutes les troupes de la garnison seront représentées au *Te Deum* par des détachements [...] Des détachements de 30 hommes, commandés par un officier, seront, sur la demande de MM. les présidents de Consistoire, envoyés au *Te Deum* qui sera célébré dans l'église des cultes protestants, réformés et israélites (*sic*) [...] Le *Te Deum* terminé, les détachements se rendront à la place d'armes pour y prendre la place qu'ils doivent occuper. Les autorités militaires et officiers sans troupe qui auront assisté à cette solennité assisteront également à la revue qui aura lieu à midi : ils s'y rendront directement. MM. les généraux de brigade prendront chacun le commandement de leurs troupes respectives. Les troupes recevront une ration de vin et une 1/2 journée de solde. Les punitions infligées pour cause de discipline seront levées. Un feu d'artifice préparé par l'artillerie sera tiré à 8 heures du soir à la Robertsau. Les établissements militaires seront pavoisés et illuminés. La retraite sera battue à dix heures⁷⁰.

Progressivement, l'autorité exigera le pavoisement des maisons privées, avec un succès mitigé.

69. AVCUS, Archives de la Division Militaire de Strasbourg (DMS). Le ministre de la Guerre aux généraux commandant les divisions militaires le 6/1/1852.

70. AVCUS, Archives de la DMS. Cérémonial du 15 août 1852.

Conclusion : fête politique, message politique

En réglant soigneusement dans la ville, l'ordonnancement de ses fêtes, l'armée revient au sens premier de la fête politique : une démonstration de force. Est-il besoin d'insister sur le caractère « spectaculaire » de la revue militaire ? Sur sa symbolique ? Mais ce n'est pas seulement un étalage de force brute, d'autant que le régime vient de se faire approuver par le suffrage universel masculin. Les villes, il est vrai, se sont beaucoup abstenues. Mais le spectacle de ces bataillons entassés sur les places d'armes comporte un message politique. On peut le ramener à la formule utilisée par le président de la République à Strasbourg : « la vieille Alsace, cette terre des souvenirs glorieux et des sentiments patriotiques [...] [où] les mots d'honneur et de patrie [...] ont fait vibrer le cœur des Alsaciens »⁷¹. Incontestablement, cet appel rencontre un écho, même chez les hommes qui ont voté pour les rouges. Et même pour l'homme qui a été le chef et l'organisateur du parti bas-rhinois, qui se présente comme « le fils d'un homme qui dans les armées républicaines a versé son sang pour la patrie et pour la liberté. Il a appris de lui ce profond amour de la France »⁷². C'est un lieu commun de l'historiographie des mentalités que de souligner à quel point les Alsaciens peuvent nourrir des sentiments divers et souvent contradictoires. Au XIX^e siècle, Kuss et ses camarades « rouges » en ont été des exemples. En 1851, il se rallie en silence au coup d'État. Il est l'un des acteurs majeurs de la Deuxième République en Alsace, pendant ces années où se rode le suffrage universel masculin, et ses modes de communication politique spécifiques. On admettra que l'émeute n'est pas propre à la République, même si ses accessoires : drapeaux, uniformes, banderoles, s'y réfèrent volontiers. Son message est celui du renversement violent, un autre mot pour révolution. Malgré la tendresse de l'historiographie française pour « les journées » qui sont souvent celles de vaincus, on conviendra que toutes les émeutes ne peuvent faire l'objet de la même tendresse, mais les contemporains en avaient déjà jugé ainsi. On voit bien que les grandes fêtes du printemps 1848 avec leurs liturgies un peu évidentes se distinguent des fêtes parisiennes. C'est qu'en Alsace ont soufflé les vents du Printemps des Peuples. Contradictaires eux aussi : avec d'un côté les émeutiers anti-étrangers, et de l'autre les partisans des républicains allemands et italiens. La « fête officielle » veut apaiser et concilier. C'est une fête d'hommes, parce qu'elle s'articule autour d'un défilé militaire, celui de la garde nationale et de l'armée, et les femmes en sont souvent exclues et cantonnées aux rôles d'accessoires allégoriques sur les chars, ou de spectatrices aux fenêtres ou encore dans les foules des trottoirs et

71. ITERSHEIM (François), *Bas-Rhin politique*. Discours à la Chambre de commerce de Strasbourg le 22 août 1850.

72. *Ibid.* Plaidoirie de Jules Favre, défenseur de Kuss, au procès de Metz, 1849.

des allées⁷³. On en voit, pas très nombreuses sur les bancs des banquets populaires⁷⁴. Les hommes se rassemblent en groupes identifiés, avec leurs signes distinctifs, drapeaux tricolores, uniformes de gardes nationaux. Leurs liturgies associent toutes les autorités et les font cohabiter : les clubs et les corporations, les curés catholiques, les pasteurs protestants et les rabbins. La fraternisation, entre armée et gardes, patrons et ouvriers est un rite central de ces fêtes. Le cadre : les places des rassemblements de villes, le plus souvent des esplanades ou des jardins et parcs, puis grands communaux aux portes des villes. La plantation de l'arbre, l'érection de statues doit donner sens à la fête et assurer la pérennité du message.

Après juin 1848, vient le temps du conflit. La réunion se déroule à la porte des villes, dans les champs ou dans les jardins. On note une certaine recherche dans les costumes des réunions urbaines : blouses d'ouvriers et casquettes, bonnets phrygiens et costumes d'artistes. Mais tout au long de la période, on se réunit autour de messages politiques, transmis par les chefs orateurs, dans des toasts ou des discours. Le message de la fête est retransmis aussi par la presse, bien diffusée dans les auberges et lue à haute voix, et par la gravure.

Chaque période voit une forme particulière de fête s'imposer, avec ses acteurs dominants : les bleus des fêtes du printemps, engloutis dans le sang de juin et le choc fiscal des 45 centimes, submergés par le suffrage bonapartiste avec ses diverses composantes. Les rouges et leurs grandes réunions publiques ont imposé une nouvelle culture politique dans les villes et les campagnes. A-t-elle marqué la région ? La Deuxième République présente l'originalité de faire figurer l'Alsace dans les régions « de gauche » de la carte électorale française. En 1849, les démocrates-socialistes font 25 % des inscrits dans le Bas-Rhin et les conservateurs 19 %. Dans le Haut-Rhin, ils font entre 32 % et 27 % et les conservateurs 25 %. Et les plébiscites n'effaceront pas cela. Avec la Saint-Napoléon, les fêtes pacifiques des concours agricoles et des fêtes chorales peuvent bien dominer le paysage festif, périodiquement, à l'occasion d'élections disputées, l'explosion des grandes manifestations populaires peut se produire, inspirant l'inquiétude des autorités. Et la carte de 1849 et 1850, celle des fortes mobilisations populaires, préfigure la carte du radicalisme alsacien de 1870 qui comprend les villes et les cantons industriels. Mais il est vrai qu'en Alsace la grande césure c'est 1870. Aux fêtes militaires de 1852 en succéderaient d'autres !

73. Gravure de Simon. *Souvenir du banquet démocratique du 29 avril 1849*.

74. Une recherche sur la place des femmes dans la Révolution de 1848 en Alsace serait fort utile.

Résumé

Fêtes politiques de la Deuxième République

Les périodes révolutionnaires concentrent les moments d'extériorisation d'émotions politiques collectives qui peuvent prendre le nom de fêtes. Ils sont particulièrement abondants sous la Deuxième République. Les députés orléanistes honnis font l'objet de charivaris, comme à Strasbourg en février 1848. L'opposition se réunit en banquets républicains, à Colmar et à Strasbourg en 1847. Puis en février, c'est l'explosion ; plus d'une centaine de localités alsaciennes sont le théâtre d'émeutes, avec parfois la plantation d'arbres de la liberté, et aussi l'excès de la persécution anti-juive. Les nouveaux dirigeants républicains entendent contrôler ces mouvements et décide de la célébration de Fêtes officielles dans les chef-lieux, à Strasbourg et à Colmar puis dans de nombreuses petites villes avec plantation d'arbres de la liberté et fraternisations entre soldats et gardes nationaux, patrons et ouvriers etc. La politique reprend ses droits et les campagnes électorales voient réapparaître les banquets. Mais les démocrates-sociaux (rouges) inventent aussi le grand meetings populaires de plein air, comme pendant la campagne électorale de 1849. En Alsace, ils l'emportent sur les partis modérés jusqu'en 1851. En 1850, le voyage présidentiel entre dans le registre de la célébration publique, à Mulhouse, à Colmar, à Strasbourg et dans les localités du parcours. À partir du coup d'État militaire du 2 décembre, à la fête politique succède une « fête nationale » tout aussi politique, où le spectacle est celui de la force armée en revue, particulièrement importante dans une Alsace qui concentre de nombreuses garnisons.

Zusammenfassung

Politische Feiertage der Zweiten Republik

Revolutionen sind Zeiten, in denen kollektive politische Erschütterungen in gebündelter Form das öffentliche Leben beherrschen. Nicht selten erinnern daran Feiertage, die nach ihnen benannt werden. Besonders häufig ist diese Gepflogenheit in den Jahren der Zweiten Republik. Die Abgeordneten der (oppositionellen) Orleanisten werden offiziell verachtet. Das Volk wird aufgerufen, sich lärmend über sie lustig zu machen. So geschehen in Straßburg im Februar 1848. Die Opposition trifft sich 1847 in Colmar und in Straßburg in „republikanischen Banquets“ (politische Versammlungen sind verboten). Im darauffolgenden Februar ist die Situation da. Die angespannte Lage explodiert. Mehr als hundert Orte des Elsass sind in Aufruhr. In mehreren von ihnen werden Freiheits-Bäume gepflanzt. Auch Ausschreitungen kommen vor, namentlich Judenverfolgungen. Die neuen Machthaber tun alles, die Bewegungen unter ihre Kontrolle zu bringen. Ein Mittel ist die Einführung von politischen Feiertagen, zuerst in Straßburg

und in Colmar, nach und nach in zahlreichen kleinen Städten. Der Ablauf dieser Tage folgt einem mehr oder weniger festen Schema. Dazu gehören das Pflanzen von Freiheits-Bäumen, die öffentliche Verbrüderung der Soldaten mit der Nationalgarde, der Arbeitgeber mit ihren Arbeitern etc. Die Politik gewinnt wieder die Oberhand, und die Wahlveranstaltungen nennt man wieder Banquets. Die Sozial-Demokraten, (die Roten) bringen allerdings eine Neuerung. Sie veranstalten große Versammlungen auf freien Plätzen. Das bekannte Beispiel sind die Wahlversammlungen des Jahres 1849. Im Elsaß sind die „Roten“ bis 1851 stärker als die gemäßigten Parteien. Im Jahre 1850 macht die Region Bekanntschaft mit einer neuen Art öffentlicher Feiern. Anlaß ist der Besuch des Staats-Präsidenten der Städte Mulhouse, Colmar und Straßburg sowie all der Orte, die seine Reiseroute säumen. Nach dem 2. Dezember, nach dem Putsch des Militärs, nennt man den politischen Feiertag „Nationalfeiertag“. Er ist genau so politisch. Anders ist nur, was geboten wird. Und das sind jetzt Paraden des Militärs. Ganz besonders im Elsaß. Denn hier sind ausnehmend viele Städte Garnisonsstädte.

Summary

Political celebrations during the second Republic

Revolutionary periods were moments devoted to the expressions of collective political emotions that could be termed celebrations. They were particularly numerous during the second Republic. The hated Orleanist deputies raised pandemonium, for example in Strasbourg in February 1848. The members of the opposition would meet for «republican banquets» in Colmar and in Strasbourg in 1847. Then in February of the following year there was a general outburst: over 100 particular Alsatian communities were the scene of riots, sometimes after liberty trees had been planted and after intolerable anti-Jewish persecutions. The new republican leaders were determined to control these manifestations and organise the official calendar festivities in main cities like Strasbourg and Colmar and in many smaller places, planting liberty trees, with fraternization scenes between soldiers and national guards, between bosses and workers etc. But politics took its normal course again with its electoral campaigns and banquets. The social democrats (the reds) devised vast popular open-air meetings, e.g. for the 1849 electoral campaign. In Alsace they beat the moderate parties up to 1851. In 1850 the presidential visit turned into a public celebration in Mulhouse, Colmar, Strasbourg and in the other venues of the journey. After the December 2nd coup the political celebration was followed by a national one, actually just as political as the previous one, with a parade of the armed forces, an event that was particularly significant in a region with a large number of military garrisons.